

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 13 MARS 1910.

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques conclue, à Berlin, le 13 novembre 1908.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que, d'après les ordres du Roi, nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations tend à l'approbation de l'Acte signé à Berlin le 13 novembre 1908, en vue de la revision de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Cet Acte, dont l'importance est considérable, constitue une nouvelle étape dans la voie de l'internationalisation du droit des auteurs, suivant les principes posés à la Conférence de Berne de 1884 et à la Conférence de Paris de 1896.

Héritière et continuatrice de ses devancières, s'inspirant du même esprit et se conformant aux mêmes traditions, la Conférence tenue à Berlin s'est efforcée de faire œuvre d'unification et de simplification. Elle s'est préoccupée d'étendre le domaine de la protection internationale des droits intellectuels, sans cependant rendre l'accession à l'Union de Berne plus difficile pour ceux des États qui n'en font point encore partie.

La belle et claire ordonnance du texte issu de ses délibérations permet, par un examen sommaire, de se rendre compte des heureux résultats acquis. L'un de ceux-ci, et non des moindres, est l'adoption, dans l'ordre international, de la règle inscrite à l'article 38 de notre loi du 22 mars 1886 relatif aux droits des étrangers. Désormais, en outre du minimum de droits consacrés par la Convention, les auteurs verront leur situation régie, dans les limites de l'Union, par la législation des pays où la protection est réclamée, et ce indépendamment de l'existence d'une protection moindre dans le pays d'origine de l'œuvre et encore sans que la jouissance et l'exercice de leurs droits soient subordonnés à aucune formalité.

D'autres progrès ont encore été réalisés. C'est ainsi qu'à l'avenir, d'une part, la traduction sera assimilée à la reproduction et, d'autre part, les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres reproductions transformées d'une œuvre littéraire ou artistique, telles les productions cinématographiques, seront protégés comme des ouvrages originaux. C'est ainsi aussi que le droit commun sera appliqué aux œuvres publiées dans les journaux ou recueils périodiques, dans les mêmes conditions qu'en droit belge, et que l'exigence de la mention de réserve sera supprimée pour la garantie du droit d'exécution des œuvres musicales.

De même encore, la Convention fixe le régime de protection à accorder aux œuvres musicales, au regard de leur adaptation aux instruments de musique mécaniques et de leur exécution au moyen de ces instruments.

A l'avenir aussi, la protection conventionnelle s'étendra pleinement aux œuvres chorégraphiques, aux pantomimes et aux œuvres d'architecture. Devront de même trouver désormais une protection dans tous les États contractants, les œuvres de photographie et les productions de l'art appliqué à l'industrie avec cette réserve, pour ces dernières, qu'on ne leur assurera que la protection de la législation nationale, telle que cette protection existera.

Quant à la durée de la protection internationale, la Conférence de Berlin s'est ralliée au terme fixé par l'article 2 de notre loi sur le droit d'auteur, soit la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort, avec la seule restriction prévue par l'article 38 de ladite loi en ce qui regarde la durée du droit des étrangers.

Ainsi qu'on peut le constater par ce rapide exposé, l'œuvre entamée il y a un quart de siècle, et à l'élaboration de laquelle notre pays s'associa dès la première heure, continue à grandir et à se développer; elle se rapproche de plus en plus, dans le cours de son évolution progressive, de l'œuvre réalisée par la législature belge en 1886.

La Convention nouvelle ne contient aucune disposition qui aille au delà de ce que consacre notre législation.

Il n'y a dès lors pas lieu de faire usage des réserves que l'article 27 de la Convention a prévues pour permettre aux États dont la législation n'a pas atteint le même niveau de rester dans l'Union ou d'y accéder.

Nous avons la conviction, Messieurs, que vous ne manquerez pas de réserver un accueil favorable au projet de loi portant approbation de la Convention dont il s'agit.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

B^{on} DESCAMPS.

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques conclue, à Berlin, le 13 novembre 1908.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de Internationale Overeenkomst voor de bescherming van letterkundige en kunstwerken, gesloten te Berlijn op 13 November 1908.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques conclue à Berlin le 13 novembre 1908 sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 1910.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Internationale Overeenkomst voor de bescherming van letterkundige en kunstwerken, te Berlijn op 13 November 1908 gesloten, zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 12^e Maart 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

B^{en} DESCAMPS.

T^a

CONVENTION

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand ; Sa Majesté le Roi des Belges ; Sa Majesté le Roi de Danemark ; Sa Majesté le Roi d'Espagne ; le Président de la République française ; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté l'Empereur du Japon ; le Président de la République de Libéria ; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ; Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco ; Sa Majesté le Roi de Norvège ; Sa Majesté le Roi de Suède ; le Conseil fédéral de la Confédération suisse ; Son Altesse le Bey de Tunis,

Également animés du désir de protéger d'une manière aussi efficace et aussi uniforme que possible les droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques,

Ont résolu de conclure une convention à l'effet de reviser la Convention de Berne du 9 septembre 1886, l'Article additionnel et le Protocole de clôture joints à la même Convention, ainsi que l'Acte additionnel et la Déclaration interprétative de Paris, du 4 mai 1896.

Ils ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

S. Exc. M. le Dr. VON STUDT, Ministre d'État Royal Prussien.

S. Exc. M. le Dr. VON KOERNER, Conseiller intime actuel, Directeur au Département des Affaires étrangères.

M. le Dr. DUNGS, Conseiller intime supérieur de Régence, Conseiller rapporteur au Département de la Justice.

M. le Dr. GOEBEL VON HARRANT, Conseiller intime de Légation, Conseiller rapporteur au Département des Affaires étrangères.

M. ROBOLSKI, Conseiller intime supérieur de Régence, Conseiller rapporteur au Département de l'Intérieur.

M. le Dr. KOHLER, Conseiller intime de Justice, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Berlin.

M. le Dr. OSTERRIETH, Professeur, Secrétaire général de l'Association pour la Protection de la Propriété industrielle.

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. le Comte DELLA FAILLE DE LEVERGHEM, Conseiller de Légation à Berlin.

M. J. DE BORCHGRAVE, Avocat près la Cour d'Appel de Bruxelles, ancien Membre de la Chambre des Représentants.

M. P. WAUWERMANS, Avocat près la Cour d'Appel de Bruxelles, Membre de la Chambre des Représentants.

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. J. H. DE HEGERMANN-LINDENCRONE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Danemark à Berlin.

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

S. Exc. M. LUIS POLO DE BERNABÉ, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Espagne à Berlin.

M. EUGENIO FERRAZ Y ALCALA Galiano, Conseiller d'Ambassade à Berlin.

Le Président de la République française :

S. Exc. M. JULES CAMBON, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française à Berlin.

M. ERNEST LAVISSE, Membre de l'Académie française, Professeur à la Faculté des Lettres de Paris, Directeur de l'École normale supérieure.

M. PAUL HERVIEU, Membre de l'Académie française, Président de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques.

M. LOUIS RENAULT, Membre de l'Institut, Ministre plénipotentiaire honoraire, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

M. FERNAND GAVARRY, Ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, Directeur des Affaires administratives et techniques au Ministère des Affaires étrangères.

M. BRETON, Directeur de l'Office national de la Propriété industrielle.

M. GEORGES LECOMTE, Président de la Société des Gens de Lettres.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes :

Sir HENRY BERGNE, ancien Chef du Département commercial au Foreign Office.

M. GEORGE RANKEN ASKWITH, Conseil du Roi, Assistant Secretary au Board of Trade.

M. le Comte DE SALIS, Conseiller d'Ambassade à Berlin.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

S. Exc. M. le Commandeur ALBERTO PANSA, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie à Berlin.

M. le Commandeur LUIGI ROUX, Avocat, Sénateur.

M. le Commandeur SAMUELE OTTOLENGHI, Directeur de la Division pour la Propriété intellectuelle.

M. le Chevalier EMILIO VENEZIAN, Ingénieur, Inspecteur de l'Enseignement industriel.

M. AUGUSTO FERRARI, Avocat, Vice-Président de la Société italienne des Auteurs.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. le Dr. MIZUNO RENTARO, Conseiller rapporteur au Ministère de l'Intérieur.

M. HORIGUCHI KUMAICHI, deuxième Secrétaire de Légation à Stockholm.

Le Président de la République de Libéria :

La Délégation de l'Empire allemand et, au nom de celle-ci, S. Exc. le Dr. VON KOERNER, Conseiller intime actuel, Directeur au Département des Affaires étrangères.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau :

M. le Dr. Comte HIPPOLYTE DE VILLERS, Chargé d'Affaires de Luxembourg à Berlin.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco :

M. le Baron DE ROLLAND, Président du Tribunal supérieur.

Sa Majesté le Roi de Norvège :

M. KLAUS HOEL, Chef de Division au Département des Cultes et de l'Instruction publique.

Sa Majesté le Roi de Suède :

M. le Comte TAUBE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Suède à Berlin.

M. le Baron PEDER-MAGNUS DE UGLAS, Référéndaire à la Cour suprême.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse :

M. le Dr. ALFRED DE CLAPARÈDE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Berlin.

M. W. KRAFT, Adjoint de l'Office fédéral pour la Propriété intellectuelle.

Son Altesse le Bey de Tunis :

M. JEAN GOUT, Consul général au Département des Affaires étrangères à Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les Pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques.

ARTICLE 2.

L'expression « œuvres littéraires et artistiques » comprend toute production du domaine littéraire, scientifique ou artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme de reproduction, telle que : les livres, brochures et autres écrits; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les œuvres chorégraphiques et les pantomimes, dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement; les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure et de lithographie; les illustrations, les cartes géographiques; les plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences.

Sont protégés comme des ouvrages originaux, sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres reproductions transformées d'une œuvre littéraire ou artistique, ainsi que les recueils de différentes œuvres.

Les Pays contractants sont tenus d'assurer la protection des œuvres mentionnées ci-dessus.

Les œuvres d'art appliqué à l'industrie sont protégées autant que permet de le faire la législation intérieure de chaque pays.

ARTICLE 3.

La présente Convention s'applique aux œuvres photographiques et aux œuvres obtenues par un procédé analogue à la photographie. Les Pays contractants sont tenus d'en assurer la protection.

ARTICLE 4.

Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union jouissent, dans les pays autres que le pays d'origine de l'œuvre, pour leurs œuvres, soit non publiées, soit publiées pour la première fois dans un pays de l'Union, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, ainsi que des droits spécialement accordés par la présente Convention.

La jouissance et l'exercice de ces droits ne sont subordonnés à aucune formalité; cette jouissance et cet exercice sont indépendants de l'existence de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre. Par suite, en dehors des stipulations de la présente Convention, l'étendue de la protection ainsi que les moyens de recours garantis à l'auteur pour sauvegarder ses droits se règlent exclusivement d'après la législation du pays où la protection est réclamée.

Est considéré comme pays d'origine de l'œuvre : pour les œuvres non publiées, celui auquel appartient l'auteur; pour les œuvres publiées, celui de la première publication, et pour les œuvres publiées simultanément dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte. Pour les œuvres publiées simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un pays de l'Union, c'est ce dernier pays qui est exclusivement considéré comme pays d'origine.

Par œuvres publiées, il faut, dans le sens de la présente Convention, entendre les œuvres éditées. La représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, l'exécution d'une œuvre musicale, l'exposition d'une œuvre d'art et la construction d'une œuvre d'architecture ne constituent pas une publication.

ARTICLE 5.

Les ressortissants de l'un des pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs œuvres dans un autre pays de l'Union, ont, dans ce dernier pays, les mêmes droits que les auteurs nationaux.

ARTICLE 6.

Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs œuvres dans l'un de ces pays, jouissent, dans ce pays, des mêmes droits que les auteurs nationaux, et dans les autres pays de l'Union, des droits accordés par la présente Convention.

ARTICLE 7.

La durée de la protection accordée par la présente Convention comprend la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort.

Toutefois, dans le cas où cette durée ne serait pas uniformément adoptée par tous les pays de l'Union, la durée sera réglée par la loi du pays où la protection sera réclamée et elle ne pourra excéder la durée fixée dans le pays d'origine de l'œuvre. Les Pays contractants ne seront, en conséquence, tenus d'appliquer la disposition de l'alinéa précédent que dans la mesure où elle se concilie avec leur droit interne.

Pour les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue à la photographie, pour les œuvres posthumes, pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, la durée de la protection est réglée par la loi du pays où la protection est réclamée, sans que cette durée puisse excéder la durée fixée dans le pays d'origine de l'œuvre.

ARTICLE 8.

Les auteurs d'œuvres non publiées, ressortissant à l'un des pays de l'Union, et les auteurs d'œuvres publiées pour la première fois dans un de ces pays jouissent, dans les autres pays de l'Union, pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres.

ARTICLE 9.

Les romans-feuilletons, les nouvelles et toutes autres œuvres, soit littéraires, soit scientifiques, soit artistiques, quel qu'en soit l'objet, publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des pays de l'Union ne peuvent être reproduits dans les autres pays sans le consentement des auteurs.

A l'exclusion des romans-feuilletons et des nouvelles, tout article de journal peut être reproduit par un autre journal, si la reproduction n'en est pas expressément interdite. Toutefois la source doit être indiquée; la sanction de cette obligation est déterminée par la législation du pays où la protection est réclamée.

La protection de la présente Convention ne s'applique pas aux nouvelles du jour ou aux faits divers qui ont le caractère de simples informations de presse.

ARTICLE 10.

En ce qui concerne la faculté de faire licitement des emprunts à des œuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique, ou pour des chrestomathies, est réservé l'effet de la législation des pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux.

ARTICLE 11.

Les stipulations de la présente Convention s'appliquent à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, et à l'exécution publique des œuvres musicales, que ces œuvres soient publiées ou non.

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales sont, pendant la durée de leur droit sur l'œuvre originale, protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Pour jouir de la protection du présent article, les auteurs, en publiant leurs œuvres, ne sont pas tenus d'en interdire la représentation ou l'exécution publique.

ARTICLE 12.

Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la présente Convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique, telles que adaptations, arrangements de musique, transformations d'un roman, d'une nouvelle ou d'une poésie en pièce de théâtre et réciproquement, etc., lorsqu'elles ne sont que la reproduction de cet ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements, non essentiels, et sans présenter le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

ARTICLE 13.

Les auteurs d'œuvres musicales ont le droit exclusif d'autoriser : 1° l'adaptation de ces œuvres à des instruments servant à les reproduire mécaniquement; 2° l'exécution publique des mêmes œuvres au moyen de ces instruments.

Des réserves et conditions relatives à l'application de cet article pourront être déterminées par la législation intérieure de chaque pays, en ce qui le concerne; mais toutes réserves et conditions de cette nature n'auront qu'un effet strictement limité au pays qui les aurait établies.

La disposition de l'alinéa 1^{er} n'a pas d'effet rétroactif et, par suite, n'est pas applicable, dans un pays de l'Union, aux œuvres qui, dans ce pays, auront été adaptées licitement aux instruments mécaniques avant la mise en vigueur de la présente Convention.

Les adaptations faites en vertu des alinéas 2 et 3 du présent article et importées, sans autorisation des parties intéressées, dans un pays où elles ne seraient pas licites pourront y être saisies.

ARTICLE 14.

Les auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques ont le droit exclusif d'autoriser la reproduction et la représentation publique de leurs œuvres par la cinématographie.

Sont protégées comme œuvres littéraires ou artistiques les productions cinématographiques lorsque, par les dispositifs de la mise en scène ou les combinaisons des incidents représentés, l'auteur aura donné à l'œuvre un caractère personnel et original.

Sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, la reproduction par la cinématographie d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique est protégée comme une œuvre originale.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la reproduction ou production obtenue par tout autre procédé analogue à la cinématographie.

ARTICLE 15.

Pour que les auteurs des ouvrages protégés par la présente Convention soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis en conséquence, devant les tribunaux des divers pays de l'Union, à exercer des poursuites contre les contrefacteurs, il suffit que leur nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée.

Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autres preuves, réputé ayant cause de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

ARTICLE 16.

Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

Dans ces pays, la saisie peut aussi s'appliquer aux reproductions provenant d'un pays où l'œuvre n'est pas protégée ou a cessé de l'être.

La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

ARTICLE 17.

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au Gouvernement de chacun des pays de l'Union de permettre, de surveiller, d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

ARTICLE 18.

La présente Convention s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine par l'expiration de la durée de la protection.

Cependant, si une œuvre, par l'expiration de la durée de protection qui

lui était antérieurement reconnue, est tombée dans le domaine public du pays où la protection est réclamée, cette œuvre n'y sera pas protégée à nouveau.

L'application de ce principe aura lieu suivant les stipulations contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet entre pays de l'Union. A défaut de semblables stipulations, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, les modalités relatives à cette application.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également, en cas de nouvelles accessions à l'Union et dans le cas où la durée de la protection serait étendue par application de l'article 7.

ARTICLE 19.

Les dispositions de la présente Convention n'empêchent pas de revendiquer l'application de dispositions plus larges qui seraient édictées par la législation d'un pays de l'Union en faveur des étrangers en général.

ARTICLE 20.

Les Gouvernements des pays de l'Union se réservent le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements conférerait aux auteurs des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente Convention. Les dispositions des arrangements existants qui répondent aux conditions précitées restent applicables.

ARTICLE 21.

Est maintenu l'office international institué sous le nom de « Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ».

Ce Bureau est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

La langue officielle du Bureau est la langue française.

ARTICLE 22.

Le Bureau international centralise les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques. Il les coordonne et les publie. Il procède aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union. Les Gou-

vernements des pays de l'Union se réservent d'autoriser, d'un commun accord, le Bureau à publier une édition dans une ou plusieurs autres langues, pour le cas où l'expérience en aurait démontré le besoin.

Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

Le Directeur du Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à tous les membres de l'Union.

ARTICLE 23.

Les dépenses du Bureau de l'Union internationale sont supportées en commun par les Pays contractants. Jusqu'à nouvelle décision, elles ne pourront pas dépasser la somme de soixante mille francs par année. Cette somme pourra être augmentée au besoin par simple décision d'une des Conférences prévues à l'article 24.

Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les Pays contractants et ceux qui adhéreront ultérieurement à l'Union sont divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe	25 unités.
2 ^e »	20 »
3 ^e »	15 »
4 ^e »	10 »
5 ^e »	5 »
6 ^e »	3 »

Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

Chaque pays déclarera, au moment de son accession, dans laquelle des susdites classes il demande à être rangé.

L'Administration suisse prépare le budget du Bureau et en surveille les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres Administrations.

ARTICLE 24.

La présente Convention peut être soumise à des revisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

Les questions de cette nature, ainsi que celles qui intéressent à d'autres

points de vue le développement de l'Union, sont traitées dans des Conférences qui auront lieu successivement dans les pays de l'Union entre les délégués desdits pays. L'Administration du pays où doit siéger une Conférence prépare, avec le concours du Bureau international, les travaux de celle-ci. Le Directeur du Bureau assiste aux séances des Conférences et prend part aux discussions sans voix délibérative.

Aucun changement à la présente Convention n'est valable pour l'Union que moyennant l'assentiment unanime des pays qui la composent.

ARTICLE 25.

Les États étrangers à l'Union et qui assurent la protection légale des droits faisant l'objet de la présente Convention, peuvent y accéder sur leur demande.

Cette accession sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente Convention. Toutefois, elle pourra contenir l'indication des dispositions de la Convention du 9 septembre 1886 ou de l'Acte additionnel du 4 mai 1896 qu'ils jugeraient nécessaire de substituer, provisoirement au moins, aux dispositions correspondantes de la présente Convention.

ARTICLE 26.

Les Pays contractants ont le droit d'accéder en tout temps à la présente Convention pour leurs colonies ou possessions étrangères.

Il peuvent, à cet effet, soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs colonies ou possessions sont comprises dans l'accession, soit nommer expressément celles qui y sont comprises, soit se borner à indiquer celles qui en sont exclues.

Cette déclaration sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

ARTICLE 27.

La présente Convention remplacera, dans les rapports entre les États contractants, la Convention de Berne du 9 septembre 1886, y compris l'Article additionnel et le Protocole de clôture du même jour, ainsi que l'Acte additionnel et la Déclaration interprétative du 4 mai 1896. Les actes conventionnels précités resteront en vigueur dans les rapports avec les États qui ne ratifieraient pas la présente Convention.

Les États signataires de la présente Convention pourront, lors de l'échange des ratifications, déclarer qu'ils entendent, sur tel ou tel point, rester encore liés par les dispositions des Conventions auxquelles ils ont souscrit antérieurement.

ARTICLE 28.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berlin au plus tard le 1^{er} juillet 1910.

Chaque Partie contractante remettra, pour l'échange des ratifications, un seul instrument, qui sera déposé, avec ceux des autres pays, aux archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Chaque Partie recevra en retour un exemplaire du procès-verbal d'échange des ratifications, signé par les Plénipotentiaires qui y auront pris part.

ARTICLE 29.

La présente Convention sera mise à exécution trois mois après l'échange des ratifications et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en aura été faite.

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

ARTICLE 30.

Les États qui introduiront dans leur législation la durée de protection de cinquante ans prévue par l'article 7, alinéa 1^{er}, de la présente Convention, le feront connaître au Gouvernement de la Confédération suisse par une notification écrite qui sera communiquée aussitôt par ce Gouvernement à tous les autres États de l'Union.

Il en sera de même pour les États qui renonceront aux réserves faites par eux en vertu des articles 25, 26 et 27.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berlin, le 13 novembre mil neuf cent huit, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la Confédération suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Pays contractants.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) Dr K. VON STUDT.

(L. S.) VON KOERNER.

(L. S.) DUNGS.

(L. S.) GOEBEL VON HARRANT.

(L. S.) ROBOLSKI.

(L. S.) JOSEF KOHLER.

(L. S.) OSTERRIETH.

- Pour la Belgique :* (L. S.) C^{lo} DELLA FAILLE DE LEVERGHEM.
(L. S.) JULES DE BORCHGRAVE.
(L. S.) WAUWERMANS.
- Pour le Danemark :* (L. S.) J. HEGERMANN LINDENCRONE.
- Pour l'Espagne :* (L. S.) LUIS POLO DE BERNABÉ.
(L. S.) EUGENIO FERRAZ.
- Pour la France :* (L. S.) JULES CAMBON.
(L. S.) E. LAVISSE.
(L. S.) PAUL HERVIEU.
(L. S.) L. RENAULT.
(L. S.) GAVARRY.
(L. S.) G. BRETON.
(L. S.) GEORGES LECOMTE.
- Pour la Grande-Bretagne :* (L. S.) H. G. BERGNE.
(L. S.) GEORGE R. ASKWITH.
(L. S.) J. DE SALIS.
- Pour l'Italie :* (L. S.) PANSÀ.
(L. S.) LUIGI ROUX.
(L. S.) SAMUELE OTTOLENGHI.
(L. S.) EMILIO VENEZIAN.
(L. S.) AVV. AUGUSTO FERRARI.
- Pour le Japon :* (L. S.) MIZUNO RENTARO.
(L. S.) HORIGUCHI KUMAICHI.
- Pour la République de Libéria :* (L. S.) VON KOERNER.
- Pour le Luxembourg :* (L. S.) C^{te} DE VILLERS.
- Pour Monaco :* (L. S.) B^{on} DE ROLLAND.
- Pour la Norvège :* (L. S.) KLAUS HOEL.
- Pour la Suède :* (L. S.) TAUBE.
(L. S.) P. M. AF UGGLAS.

Pour la Suisse :

(L. S.) ALFRED VON CLAPARÈDE.

(L. S.) W. KRAFT.

Pour la Tunisie :

(L. S.) JEAN GOUT.

Berne, le 23 novembre 1908.

Pour copie certifiée conforme :

Le Chancelier de la Confédération suisse,

(signé) RINGIER.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 MAART 1910.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de Internationale Overeenkomst voor de bescherming van letterkundige en kunstwerken, gesloten te Berlijn op 13 November 1908.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp welk wij, naar 's Konings bevelen, de eer hebben U ter behandeling voor te leggen, beoogt de goedkeuring van de op 13 November 1908 te Berlijn ondertekende Akte tot herziening van de Berner Overeenkomst voor de bescherming van letterkundige en kunstwerken.

Deze Akte, van overwegend belang, is een nieuwe stap vooruit op den weg naar de afschaffing der grenzen voor het recht der auteurs, volgens de beginsels die werden gesteld op de Conferentie van Bern van 1884 en op de Conferentie van Parijs van 1896.

Als erfgename en voortzetster harer voorgangsters, handelende in denzelfden geest en naar dezelfde traditiën, heeft de Conferentie van Berlijn getracht naar eenheid en vereenvoudiging. Zij heeft vooral de uitbreiding van het gebied van de internationale bescherming der intellectueele rechten beoogd, zonder nochtans de toetreding tot het Verbond van Bern moeilijker te maken voor de Staten die er nog geen deel van uitmaken.

De mooie en heldere schikking van den tekst, waartoe hare beraadslagingen leidden, laat toe zich, met een kort overzicht, van de gelukkige uitslagen rekenschap te geven. Een dezer uitslagen, en niet van de geringste, is de aanneming, op internationaal gebied, van den regel gesteld bij artikel 38 van onze wet van 22 Maart 1886, betreffende de rechten der vreemdelingen. Voortaan, hoven en behalve het bij de Overeenkomst gewaarborgde minimum van rechten, zal, binnen de grenzen van het Verbond, de toestand der scheppers geregeld zijn door de wetgeving van de landen waar de bescherming wordt ingeroepen, en dit onaangezien het bestaan eener mindere bescherming in het oorsprongsland van het werk, en voorts zonder dat het genot en de uitoefening hunner rechten van eenige formaliteit afhangen.

Nog onder ander oogpunten werd vooruitgang gemaakt. Zoo zal voortaan, eenerzijds, de vertaling gelijkgesteld worden met de reproductie en zullen, anderzijds, de vertalingen, bewerkingen, de zettingen van muziek, en verdere reproducties in gewijzigden vorm van een letterkundig of kunstwerk, als daar zijn de cinematografische voortbrengsels, evenals de oorspronkelijke werken beschermd worden. Zoo zal ook het gemeen recht worden toegepast op de werken, uitgegeven in nieuwsbladen of tijdschriften, in dezelfde voorwaarden als voor de Belgische wet, en zal de voorbehoudsmelding niet meer worden vereischt tot waarborging van het recht van uitvoering der muziekwerken.

Zoo bepaalt de Overeenkomst ook nog het beschermingsstelsel voor de muziekwerken, ten opzichte van hunne bewerking voor instrumenten, dienende tot mechanische uitvoering, en van hunne uitvoering door middel van die instrumenten.

Ook wordt, in het vervolg, de bij de Overeenkomst toegezegde bescherming ten volle uitgebreid tot de choregrafische werken, de pantomimes en de werken van bouwkunde. Zullen eveneens voortaan bescherming moeten vinden in al de Verdragstaten, de fotografische werken en de voortbrengsels van op de nijverheid toegepaste kunst, met dit voorbehoud, voor laatstbedoelde, dat men hun enkel de bescherming der inlandsche wetgeving waarborgen zal, zooals die bescherming zal bestaan.

Wat nu den duur der internationale bescherming betreft, de Conferentie van Berlijn heeft den termijn aangenomen, gesteld bij artikel 2 onzer wet op het auteursrecht, i. e. het leven van den schepper en vijftig jaren na zijnen dood, met de enkele beperking voorzien bij artikel 38 van gezegde wet aangaande den duur van het recht der vreemdelingen.

Zooals blijkt uit dit vluchtig overzicht, blijft het werk dat voor een kwart eeuws werd aangevangen en waaraan ons land van den eersten dag af heeft meegeholpen, zich uitbreiden en ontwikkelen en komt het daarbij hoe langs zoo meer den uitslag nabij, die door de Belgische wetgeving in 1886 werd bereikt.

De nieuwe Overeenkomst bevat geene enkele bepaling die verder reikt dan onze wetgeving.

Dienvolgens behoort geen gebruik gemaakt van de voorbehoudingen, door artikel 27 der Overeenkomst voorzien om aan de Staten, wier wetgeving dezelfde hoogte niet heeft bereikt, toe te laten in het Verbond te blijven of wel er bij toe te treden.

Wij zijn overtuigd, Mijne Heeren, dat het ontwerp van wet tot goedkeuring van de bedoelde Overeenkomst bij U een gunstig onthaal zal vinden.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

B^{on} DESCAMPS.

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques conclue, à Berlin, le 13 novembre 1908.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de Internationale Overeenkomst voor de bescherming van letterkundige en kunstwerken, gesloten te Berlijn op 13 November 1908.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques conclue à Berlin le 13 novembre 1908 sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 1910.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Internationale Overeenkomst voor de bescherming van letterkundige en kunstwerken, te Berlijn op 13 November 1908 gesloten, zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 12^e Maart 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

B^{on} DESCAMPS

(1^a)

OVEREENKOMST

Zijne Majesteit de Duitsche Keizer, Koning van Pruisen, namens het Duitsche Rijk; Zijne Majesteit de Koning der Belgen; Zijne Majesteit de Koning van Denemarken; Zijne Majesteit de Koning van Spanje; de President der Fransche Republiek; Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk Groot-Britannië en Ierland, Keizer van Indië; Zijne Majesteit de Koning van Italië; Zijne Majesteit de Keizer van Japan; de President der Republiek Liberia; Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg, Hertog van Nassau; Zijne Doorluchtige Hoogheid de Vorst van Monaco; Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen; Zijne Majesteit de Koning van Zweden; de Bondsraad van den Zwitserschen Bond; Zijne Hoogheid de Bey van Tunis,

Gelijkelijk bezielde met den wensch om de rechten der scheppers op hunne letterkundige en kunstwerken zoo doelmatig en eenvormiglijk te beschermen als mogelijk is,

Hebben beslist eene Overeenkomst te sluiten tot herziening van de Berner Overeenkomst van 9 September 1886, van het toegevoegd Artikel en het Slotprotocol waarvan die zelfde Overeenkomst vergezeld gaat, alsmede van de toegevoegde Akte en de uitleggende Verklaring van Parijs, van 4 Mei 1896.

Zij hebben alzoo tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

Zijne Majesteit de Duitsche Keizer, Koning van Pruisen :

Z. Exc. den Heer Dr von STUDT, Koninklijk Pruisisch Staatsminister.

Z. Exc. den Heer Dr von KOERNER, Werkelijk Geheimraad, Bestuurder aan het Departement van Buitenlandsche Zaken.

Den Heer Dr DEXGS, Geheim Opperregeeringsraad, Raad-adviseur aan het Departement van Justitie.

Den Heer Dr GOEBEL VON HARRANT, Geheim Gezantschapsraad, Raad-adviseur aan het Departement van Buitenlandsche Zaken.

Den Heer ROBOLSKY, Geheim Opperregeeringsraad, Raad-adviseur aan het Departement van Binnenlandsche Zaken.

Den Heer Dr KOHLER, Geheimraad van Justitie, Hoogleeraar aan de Faculteit der Rechten van de Hoogeschool te Berlijn.

Den Heer Dr OSTERRIETH, Hoogleeraar, Algemeen Secretaris van de Vereeniging tot Bescherming van den Nijverheidseigendom.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen :

Den Heer Graaf DELLA FAILLE DE LEVERGHEM, Gezantschapsraad te Berlijn.

Den Heer J. DE BORCHGRAVE, Advocaat bij het Hof van Beroep te Brussel, gewezen Lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Den Heer P. WAUWERMANS, Advocaat bij het Hof van Beroep te Brussel, Lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Zijne Majesteit de Koning van Denemarken :

Den Heer J. H. VON HEGERMANN-LINDENCRONE, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zijne Majesteit den Koning van Denemarken te Berlijn.

Zijne Majesteit de Koning van Spanje :

Z. Exc. den Heer LUIS POLO DE BERNABÉ, Buitengewoon en Gevolmachtigd Afgezant van Zijne Majesteit den Koning van Spanje te Berlijn.

Den Heer EUGENIO FERRAZ Y ALCALA GALIANO, Afgezantschapsraad te Berlijn.

De President der Fransche Republiek :

Z. Exc. den Heer JULES CAMBON, Buitengewoon en Gevolmachtigd Afgezant der Fransche Republiek te Berlijn.

Den Heer ERNEST LAVISSE, Lid van de Fransche Academie, Hoogleeraar aan de Faculteit der Letteren te Parijs, Bestuurder der Hoogere Normalschool.

Den Heer PAUL HERVIEU, Lid van de Fransche Academie, Voorzitter van de Maatschappij der Tooneelschrijvers en Toondichters.

Den Heer LOUIS RENAULT, Lid van het Instituut, Gevolmachtigd Minister ter eere, Hoogleeraar aan de Faculteit der Rechten te Parijs.

Den Heer FERNAND GAVARBY, Gevolmachtigd Minister der 1^e klasse, Bestuurder der bestuurlijke en technische Zaken aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Den Heer BRETON, Bestuurder van den nationalen Dienst van Nijverheidseigendom.

Den Heer GEORGES LECOMTE, Voorzitter van de Maatschappij der Letterkundigen.

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk Groot-Britannië en Ierland, Keizer van Indië :

SIR HENRY BERGNE, gewezen Hoofd van het Departement van Koophandel aan het Foreign Office.

Den Heer GEORGE RANKEN ASKWITH, Raad van den Koning, Assistant Secretary aan den Board of Trade.

Den Heer Graaf DE SALIS, Afgezantschapsraad te Berlijn.

Zijne Majesteit de Koning van Italië :

Z. Exc. den Heer Commandeur ALBERTO PARSA, Buitengewoon en Gevolmachtigd Afgezant van Zijne Majesteit den Koning van Italië te Berlijn.

Den Heer Commandeur LUIGI ROUX, Advocaat, Senator.

Den Heer Commandeur SAMUELE OTTOLENGHI, Bestuurder van de Afdeeling voor intellectueelen Eigendom.

Den Heer RIDDER EMILIO VENEZIAN, Ingenieur, Opziener van het Nijverheidsonderwijs.

Den Heer AUGUSTO FERRARI, Advocaat, Ondervoorzitter van de Italiaansche Maatschappij der Auteurs.

Zijne Majesteit de Keizer van Japan :

Den Heer Dr MIZUNO RENTARO, Raad-adviseur aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken.

Den Heer HORIGUCHI KUMAICHI, tweeden Gezantschapssecretaris te Stokholm.

De President der Republiek Liberia :

De Afvaardiging van het Duitsche Rijk en, in dezer naam, Z. Exc. den Heer Dr VON KOERNER, Werkelijk Geheimraad, Bestuurder aan het Departement van Buitenlandsche Zaken.

Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg, Hertog van Nassau :

Den Heer Dr Graaf HIPPOLYTE DE VILLERS, Zaakgelastigde van Luxemburg te Berlijn.

Zijne Doorluchtige Hoogheid de Vorst van Monaco :

Den Heer Baron DE ROLLAND, Voorzitter van de Hoogere Rechtbank.

Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen :

Den Heer KLAUS HOEL, Afdeelingshoofd aan het Departement van Eerediensten en Openbaar Onderwijs.

Zijne Majesteit de Koning van Zweden :

Den Heer Graaf TAUBE, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zijne Majesteit den Koning van Zweden te Berlijn.

Den Heer Baron PEDER-MAGNUS DE UGGLAS, Referendaris aan het Hooger Hof.

De Bondsraad van den Zwitserschen Bond :

Den Heer Dr ALFRED DE CLAPARÈDE, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van den Zwitserschen Bond te Berlijn.

Den Heer W. KRAFT, Toegevoegde van den Bondsdienst voor intellectueelen Eigendom.

Zijne Hoogheid de Bey van Tunis :

Den Heer JEAN GOUT, Consul-generaal aan het Departement van Buitenlandsche Zaken te Parijs.

Die, na elkander hunne wederzijdsche, in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen.

ARTIKEL EEN.

De verdragsluitende Landen hebben zich gevormd tot een Verbond voor de bescherming van de rechten der scheppers op hunne letterkundige en kunstwerken.

ARTIKEL 2.

De uitdrukking « letterkundige en kunstwerken » omvat alle voortbrengselen op letterkundig, wetenschappelijk of kunstgebied, welke ook

daarvan de wijze of de vorm van reproductie zij, zooals : boeken, brochures en andere geschriften ; tooneelwerken en dramatisch-muzikale werken, choregrafische werken en pantomimes, waarvan de wijze van opvoering schriftelijk of anderszins is bepaald ; muziekwerken met of zonder woorden ; werken van teeken-, schilder-, bouw-, beeldhouw-, graveer- en lithografeerkunst ; illustraties, landkaarten ; plans, schetsen en plastische werken, betrekking hebbende op de aardrijkskunde, de topografie, de bouwkunst of de wetenschappen.

Worden beschermd als oorspronkelijke werken, zonder dat zulks de rechten verkorten kan van den schepper van het oorspronkelijk werk, de vertalingen, bewerkingen, de zettingen van muziek en verdere reproducties in gewijzigden vorm van een letterkundig of kunstwerk, evenals de verzamelingen van verschillende werken.

De verdragsluitende Landen zijn verplicht voor de bescherming van de hooger opgesomde werken te zorgen.

Werken van op de nijverheid toegepaste kunst worden beschermd voor zoover de inlandsche wetgeving van ieder land het toestaat.

ARTIKEL 3.

Deze Overeenkomst geldt eveneens voor fotografische werken en voor op soortgelijke wijze verkregen werken. De verdragsluitende Landen zijn verplicht voor de bescherming er van te zorgen.

ARTIKEL 4.

De scheppers, tot een der landen van het Verbond behorende, genieten, in de andere landen dan het oorsprongsland van het werk, voor hunne werken, hetzij niet openbaar gemaakt, hetzij voor het eerst openbaar gemaakt in een land van het Verbond, de rechten welke wederzijds de wetten thans toestaan of later zullen toestaan, aan de inlanders, zoowel als de rechten door deze Overeenkomst bijzonderlijk verleend.

Het genot en de uitoefening dezer rechten zijn aan geenerlei formaliteit onderworpen ; dat genot en die uitoefening zijn onafhankelijk van het bestaan der bescherming in het oorsprongsland van het werk. Bijgevolg worden, buiten de bepalingen dezer Overeenkomst, de omvang van de bescherming zoowel als de middelen van beroep die den schepper zijn gewaarborgd ter handhaving van zijne rechten, uitsluitend geregeld door de wetgeving van het land waar de bescherming wordt ingeroepen.

Als land van oorsprong van het werk wordt beschouwd : voor de niet openbaar gemaakte werken, dat waartoe de schepper behoort ; voor de openbaar gemaakte werken, dat waar dit voor het eerst gebeurde, en voor de werken tegelijkertijd in verscheidene landen van het Verbond openbaar gemaakt, datgene onder deze landen waar de wetgeving der kortsten duur

van bescherming toestaat. Voor de werken, die worden openbaar gemaakt tegelijkertijd in een land, dat buiten het Verbond staat, en in een land van het Verbond, geldt uitsluitend dit laatste als land van oorsprong.

Onder openbaar gemaakte werken moeten, in den zin dezer Overeenkomst, verstaan worden de werken die zijn uitgegeven. De opvoering van een tooneelwerk of een dramatisch-muzikaal werk, de uitvoering van een muziekwerk, de tentoonstelling van een kunstwerk en de optrekking van een werk van bouwkunde gelden niet als openbaarmaking.

ARTIKEL 5.

Zij die, tot een der landen van het Verbond behorende, in een ander land van het Verbond voor het eerst hunne werken openbaar maken, hebben in dit laatste land dezelfde rechten als de inlandsche scheppers.

ARTIKEL 6.

De scheppers die, niet tot een land van het Verbond behorende, voor het eerst hunne werken openbaar maken in een land van het Verbond, genieten in dit land gelijke rechten met de inlandsche scheppers en, in de andere landen van het Verbond, de rechten door deze Overeenkomst verleend.

ARTIKEL 7.

De duur van de door deze Overeenkomst verleende bescherming omvat het leven van den schepper en de eerste vijftig jaren na zijn dood.

Nochtans zal deze duur, ingeval hij niet eenvormiglijk aanvaard mocht zijn door al de landen van het Verbond, geregeld worden door de wet van het land waar de bescherming wordt ingeroepen, en zal hij den duur van de bescherming, toegestaan in het oorsprongsland, niet mogen overtreffen. De verdragssluitende Landen zullen bijgevolg slechts gehouden zijn, de bepaling der vorige alinea toe te passen voor zoover zij met hun inlandsch recht is overeen te brengen.

Voor fotografische werken en voor op soortgelijke wijze verkregen werken, voor werken na den dood des schrijvers uitgegeven, voor werken die anoniem of onder een schuilnaam verschenen zijn, wordt de duur van de bescherming geregeld door de wet van het land waar de bescherming wordt ingeroepen, zonder dat deze duur den in het oorsprongsland vastgestelden duur mag overtreffen.

ARTIKEL 8.

De scheppers van niet openbaar gemaakte werken, behorende tot een van de landen van het Verbond, en de scheppers van werken welke voor het eerst in een dier landen worden openbaar gemaakt, genieten, in de

andere landen van het Verbond, tijdens den geheelen duur van het recht op het oorspronkelijk werk, het uitsluitend recht vertalingen van hunne werken te maken of daartoe machtiging te verleen.

ARTIKEL 9.

De romans als mengelwerk, de novellen en alle andere, hetzij letterkundige, hetzij wetenschappelijke, hetzij kunstwerken, wat ook het onderwerp zij, openbaar gemaakt in de nieuwsbladen of tijdschriften van een van de landen van het Verbond, mogen in de andere landen niet worden overgedrukt zonder toestemming der schepers.

Behalve romans als mengelwerk en novellen, mag elk nieuwsbladartikel door een ander nieuwsblad worden overgenomen, indien die overname niet nadrukkelijk is verboden. Nochtans moet de bron worden vermeld; de bekrachtiging van deze verplichting behoort nader omschreven te zijn in de wetgeving van het land waar de bescherming wordt ingeroepen.

De bescherming dezer Overeenkomst is niet van toepassing op nieuwsberichten van den dag of op zoogenaamde gemengde berichten, die het karakter vertoonen van zuiver nieuwsbladinsichten.

ARTIKEL 10.

Wat de bevoegdheid betreft om op geoorloofde wijze aanhalingen te doen uit letterkundige of kunstwerken, voor andere werken die voor het onderwijs bestemd zijn of die een wetenschappelijk karakter dragen, of wel voor bloemlezingen, blijft de eigen wetgeving van de landen van het Verbond van kracht, en tevens de bijzondere schikkingen tusschen hen bestaande of nog te treffen.

ARTIKEL 11.

De bepalingen dezer Overeenkomst zijn van toepassing op de openbare opvoering van dramatische of dramatisch-muzikale werken, en op de openbare uitvoering van muziekwerken, deze wezen al dan niet uitgegeven.

De schepers van dramatische of dramatisch-muzikale werken worden, tijdens den duur van hun recht op het oorspronkelijk werk, beschermd tegen openbare, niet door hen bewilligde opvoering van de vertaling hunner werken.

Om van de bescherming van dit artikel te genieten, behoeft niet dat de schepers, bij de uitgave van hunne werken, daarvan de openbare opvoering of uitvoering verbieden.

ARTIKEL 12.

Onder de ongeoorloofde reproducties, waarop deze Overeenkomst van toepassing is, is in het bijzonder begrepen het onrechtstreeks, zonder

bewilliging van den schepper, zich toeëigenen van een letterkundig of kunstwerk, door middel van zoogenaamde vrije vertalingen, zettingen van muziek, omwerkingen van een roman, eene novelle of een dichtwerk in den vorm van tooneelstuk, of omgekeerd, enz., wanneer al die bewerkingen slechts zijn reproducties van zulk werk in denzelfden of in een anderen vorm, met niet hoofdzakelijke wijzigingen, toevoegingen of bekortingen, zoodat daardoor niet het karakter van een nieuw, oorspronkelijk werk wordt verkregen.

ARTIKEL 13.

Scheppers van muziekwerken hebben het uitsluitend recht volmacht te geven : 1^o tot de bewerking van die werken voor instrumenten, dienende tot eene mechanische uitvoering daarvan ; 2^o tot de openbare uitvoering van die werken door middel van zulke instrumenten.

Voorbehoud en voorwaarden met betrekking tot de toepassing van dit artikel kunnen door de inlandsche wetgeving van ieder land, voor zoover dit land zelf aangaat, worden vastgesteld ; maar de uitvoering van alle voorbehoud en alle voorwaarden van dezen aard zal strikt beperkt blijven tot het land dat ze stelt.

Het voorschrift van alinea 1 heeft geen terugwerkende kracht en is bijgevolg niet van toepassing, in een land van het Verbond, op werken die, in dat land, reeds vóór de inwerkingtreding dezer Overeenkomst, op geoorloofde wijze voor mechanische instrumenten zijn bewerkt.

De bewerkingen, gemaakt krachtens alinea 2 en 3 van dit artikel, doch daarna ingevoerd, zonder machtiging der belanghebbenden, in een land waar zij niet geoorloofd zijn, zullen daar in beslag genomen kunnen worden.

ARTIKEL 14.

De scheppers van letterkundige, wetenschappelijke of kunstwerken hebben het uitsluitend recht, machtiging te verleen tot de reproductie en de openbare opvoering van hunne werken door middel van de cinematografie.

Als letterkundige of kunstwerken worden beschermd cinematografische vertooningen, wanneer, door bijzondere tooneelschikkingen of door bijzondere samenstelling van de vertoonde voorvallen, de schepper aan het werk een persoonlijk en oorspronkelijk karakter heeft gegeven.

Zonder schade voor de rechten van den schepper van het oorspronkelijk werk, wordt de reproductie door middel van de cinematografie van een letterkundig, wetenschappelijk of kunstwerk beschermd als een oorspronkelijk werk.

Bovenstaande bepalingen zijn tevens van toepassing op het voortbrengen of reproduceeren door elk ander soortgelijk middel als de cinematografie.

ARTIKEL 15.

Ten einde de scheppers van de door deze Overeenkomst beschermde werken, tot bewijs van tegendeel, als zoodanig te doen beschouwen en hen bijgevolg voor de rechtbanken van de verschillende landen van het Verbond te doen toelaten, om vervolgingen tegen namakers in te stellen, is het voldoende dat hun naam op de gebruikelijke wijze op het werk vermeld staat.

Voor anoniem of onder schuilnaam verschenen werken, is de uitgever wiens naam op het werk vermeld staat, gewettigd de aan den schepper toekomende rechten te verdedigen. Hij wordt, zonder verder bewijs, beschouwd als rechtverkrijgende van den anoniemen of zich met een schuilnaam noemenden schrijver.

ARTIKEL 16.

Elk nagemaakt werk kan door de bevoegde macht in de landen van het Verbond, waar het oorspronkelijk werk aanspraak maken kan op wettelijke bescherming, in beslag genomen worden.

In die landen kan de inbeslagneming zich ook uitstrekken over reproducties, afkomstig van een land waar het werk niet of niet meer beschermd wordt.

De inbeslagneming heeft plaats overeenkomstig de inlandsche wetgeving van elk land.

ARTIKEL 17.

De bepalingen dezer Overeenkomst kunnen in geen enkel opzicht afbreuk doen aan het recht, dat aan de Regeering van elk land van het Verbond toekomt om, door middel van wetgeving of politiemaatregel, de verspreiding, opvoering of tentoonstelling van elk werk of voortbrengsel, ten aanzien waarvan aan de bevoegde macht de uitoefening van dit recht toekomt, toe te staan, onder toezicht te stellen of te verbieden.

ARTIKEL 18.

Deze Overeenkomst is van toepassing op al de werken die, op het oogenblik van hare inwerkingtreding, in hun land van oorsprong nog geen gemeengoed zijn geworden door het verstrijken van den termijn van bescherming.

Evenwel zal een werk dat, door het verstrijken van den termijn van bescherming die daaraan vroeger was toegekend, gemeengoed is geworden in het land waar bescherming wordt ingeroepen, daar niet opnieuw beschermd worden.

De toepassing van dit beginsel zal geschieden overeenkomstig de bepalingen, die in de bijzondere, hetzij alreeds bestaande, hetzij nog met dit doel tusschen landen van het Verbond te sluiten overeenkomsten, zijn

vervat. Waar dergelijke bepalingen ontbreken, zullen de wederzijdsche landen, ieder voor zooveel hem aangaat, regelingen treffen waarbij genoemd beginsel in toepassing wordt gebracht.

Bovenstaande bepalingen zijn eveneens van toepassing in geval van nieuwe toetredingen tot het Verbond en in het geval dat de duur van de bescherming zou worden verlengd door toepassing van artikel 7.

ARTIKEL 19.

De bepalingen dezer Overeenkomst beletten niet, toepassing te eischen van beschikkingen van wijdere strekking, die in de wetgeving van een land van het Verbond mochten opgenomen zijn ten gunste van de vreemdelingen over het algemeen.

ARTIKEL 20.

De Regeeringen van de landen van het Verbond behouden zich het recht voor, onder elkander bijzondere regelingen te treffen, voor zoover althans deze regelingen aan de scheppers ruimer rechten zouden toekennen dan die door het Verbond worden toegestaan, of andere bepalingen zouden bevatten, die met deze Overeenkomst niet in strijd zijn. De bepalingen der bestaande regelingen, die aan bovenstaande voorwaarden voldoen, blijven van toepassing.

ARTIKEL 21.

Het Internationaal Bureel, gesticht onder den naam : « Bureel van het Internationaal Verbond voor de bescherming van letterkundige en kunstwerken », blijft gehandhaafd.

Dat Bureel is geplaatst onder het hooge gezag van de Regeering van den Zwitserschen Bond, die er de inrichting van regelt en toezicht houdt op zijne werking.

De officiële taal van het Bureel is het Fransch.

ARTIKEL 22.

Het Internationaal Bureel verzamelt de inlichtingen van allen aard die betrekking hebben op de bescherming van de rechten der scheppers op hunne letterkundige en kunstwerken. Het ordent die en laat ze verschijnen. Het geeft zich over aan studiën van algemeen belang en van beteekenis voor het Verbond en, met behulp van de bescheiden die door de verschillende Besturen te zijner beschikking worden gesteld, stelt het, in het Fransch, een tijdschrift op over de vraagstukken, die met het doel van het Verbond in betrekking staan. De Regeeringen van de landen van het Verbond behouden zich voor, in gemeen overleg aan het Bureel machtiging te ver-

leenen om voor eene uitgave te zorgen in eene of meer andere talen, waar de ondervinding de behoefte daaraan mocht hebben aangetoond.

Het Internationaal Bureel moet zich te allen tijde ter beschikking houden van de leden van het Verbond om hen, over de vragen die betrekking hebben op de bescherming van letterkundige en kunstwerken, de bijzondere inlichtingen te verschaffen waaraan zij behoefte mochten hebben.

De Bestuurder van het Internationaal Bureel stelt jaarlijks van zijn beheer een verslag op, dat aan al de leden van het Verbond wordt medege-deeld.

ARTIKEL 23.

De kosten van het Bureel van het Internationaal Verbond worden door de verdragsluitende Landen gemeenschappelijk gedragen. Tot nadere beslissing, zullen zij niet hooger mogen belooopen dan zestig duizend frank 's jaars. Deze som zal desnoods kunnen verhoogd worden bij eenvoudige beslissing van eene der Conferentiën, in artikel 24 voorzien.

Om het aandeel van ieder land in dat gezamenlijk bedrag der kosten te berekenen, worden de verdragsluitende Landen, en die welke later tot het Verbond mochten toetreden, verdeeld in zes klassen, elk bijdragende naar verhouding van een zeker aantal eenheden, te weten :

1 ^e klasse	25 eenheden.
2 ^e »	20 »
3 ^e »	15 »
4 ^e »	10 »
5 ^e »	5 »
6 ^e »	3 »

Deze coëfficiënten worden vermenigvuldigd met het getal landen van elke klasse, en de som der aldus verkregen opbrengsten vormt het aantal eenheden, waardoor de gezamenlijke kosten moeten worden verdeeld. Het quotiënt geeft het bedrag van de kosten-eenheid.

Elk land legt, bij zijne toetreding, eene verklaring af, omtrent de klasse waarin het verzoekt te worden gebracht.

Het Zwitsersch Bestuur ontwerpt de begrooting van het Bureel en houdt toezicht over de uitgaven, verstrekt de noodige voorschotten en stelt de jaarlijksche rekening vast, die aan al de andere Besturen zal worden voor-gelegd.

ARTIKEL 24.

Deze Overeenkomst kan aan herzieningen onderworpen worden ten einde er die verbeteringen aan toe te brengen, welke strekken tot volmaking van het stelsel van het Verbond.

De vraagstukken van dien aard, evenals de vraagstukken welke uit een

ander oogpunt voor de ontwikkeling van het Verbond van belang zijn, worden behandeld in Conferentiën, die beurtelings in elk van de landen van het Verbond zullen gehouden worden onder de gemachtigden van genoemde landen. Het Bestuur van het land waar eene Conferentie zitting houden moet, bereidt, met behulp van het Internationaal Bureel, hare werkzaamheden voor. De Bestuurder van het Bureel woont de zittingen der Conferentiën bij en neemt aan de besprekingen deel, zonder evenwel stemgerechtigd te zijn.

Geene wijziging in deze Overeenkomst is voor het Verbond geldig, tenzij daarop de algemeene toestemming is verkregen van de landen waaruit het is samengesteld.

ARTIKEL 25.

De niet tot het Verbond behorende Staten die de wettige bescherming verzekeren van de rechten welke het onderwerp dezer Overeenkomst uitmaken, kunnen op hun verzoek toetreden.

Deze toetreding zal schriftelijk worden medegedeeld aan de Regeering van den Zwitserschen Bond en, door deze, aan al de andere Regeeringen.

Zij zal rehtens meebrengen instemming met al de bepalingen et toelating tot al de voordeelen, door deze Overeenkomst vastgesteld. Nochtans zal zij kunnen bevatten de aanwijzing van de bepalingen der Overeenkomst van 9 September 1886 of van de Toegevoegde Akte van 4 Mei 1896, welke zij zullen noodig achten, althans voorloopig, in de plaats te stellen van de desbetreffende bepalingen der tegenwoordige Overeenkomst.

ARTIKEL 26.

De verdragsluitende Landen hebben het recht te allen tijde voor hunne koloniën of buitenlandsche bezittingen tot deze Overeenkomst toe te treden.

Te dien einde kunnen zij, hetzij eene algemeene verklaring afleggen, waardoor al hunne koloniën of bezittingen in de toetreding worden inbegrepen, hetzij bijzonderlijk diegene opnoemen, die daarin begrepen worden, hetzij zich bepalen tot aanwijzing van de uitgeslotene.

Die verklaring zal schriftelijk gedaan worden aan de Regeering van den Zwitserschen Bond en, door deze, aan al de andere Regeeringen.

ARTIKEL 27.

Deze Overeenkomst vervangt, in de betrekkingen tusschen de Verdragstaten, de Berner Overeenkomst van 9 September 1886, daaronder begrepen het Toegevoegd Artikel en het Slotprotocol van dien zelfden dag, evenals de Toegevoegde Akte en de Uitleggende Verklaring van 4 Mei 1896.

De zoeven genoemde akten zullen van kracht blijven in de betrekkingen met de Staten, die de tegenwoordige Overeenkomst niet mochten bekrachtigen.

De Staten die deze Overeenkomst hebben ondertekend, zullen, bij de uitwisseling der akten van bekrachtiging, kunnen verklaren dat zij, met betrekking tot een of ander punt, alsneg gebonden wenschen te blijven door de bepalingen der Overeenkomsten, welke zij vroeger ondertekend hebben.

ARTIKEL 28.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging er van zullen uitgewisseld worden te Berlijn, uiterlijk op 1 Juli 1910.

Elke verdragsluitende Partij zal, voor de uitwisseling der akten van bekrachtiging, een enkel stuk overleggen welk, met die der andere landen, zal worden neergelegd in het archief van de Regeering van den Zwitserschen Bond. Elke verdragsluitende Partij zal daarentegen ontvangen een exemplaar van het proces-verbaal van uitwisseling der akten van bekrachtiging, ondertekend door de Gevolmachtigden, die er aan deel zullen genomen hebben.

ARTIKEL 29.

Deze Overeenkomst zal in werking treden drie maanden na de uitwisseling der akten van bekrachtiging en zal gedurende een onbepaalden tijd van kracht blijven, tot een jaar na den dag waarop zij zal zijn opgezegd.

Deze opzegging zal gericht worden aan de Regeering van den Zwitserschen Bond. Zij zal enkel van uitwerking zijn ten aanzien van het land dat haar zal hebben gedaan, terwijl de Overeenkomst voor de andere landen van het Verbond van kracht zal blijven.

ARTIKEL 30.

De Staten die in hunne wetgeving den beschermingsduur van vijftig jaren zullen invoeren, waarvan spraak in artikel 7, alinea 1, van deze Overeenkomst, zullen hiervan melding doen aan de Regeering van den Zwitserschen Bond bij geschreven bericht, dat onverwijld door deze Regeering aan al de andere Staten van het Verbond zal worden medegedeeld.

Hetzelfde zal geschieden ten aanzien van de Staten, die afstand doen van het voorbehoud, door hen gemaakt krachtens artikelen 25, 26 en 27.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden deze Overeenkomst hebben ondertekend en er hun zegel hebben op afgedrukt.

Gedaan te Berlijn, den 13 November negentienhonderd acht, in een

enkel exemplaar, dat zal worden neergelegd in het archief van de Regeering van den Zwitserschen Bond en waarvan voor eensluidend gewaarmerkte afschriften langs den diplomatieken weg aan de verdragsluitende Landen zullen worden ter hand gesteld.

- Voor Duitschland :* (L. S.) D^r K. VON STUDT.
(L. S.) VON KOERNER.
(L. S.) DUNGS.
(L. S.) GOEBEL VON HARRANT.
(L. S.) ROBOLSKI.
(L. S.) JOSEF KOHLER.
(L. S.) OSTERRIETH.
- Voor België :* (L. S.) C^{te} DELLA FAILLE DE LEVERGHEM.
(L. S.) JULES DE BORCHGRAVE.
(L. S.) WAUWERMANS.
- Voor Denemarken :* (L. S.) J. HEGERMANN LINDENCRONE.
- Voor Spanje :* (L. S.) LUIS POLO DE BERNABÉ.
(L. S.) EUGENIO FERRAZ.
- Voor Frankrijk :* (L. S.) JULES CAMBON.
(L. S.) E. LAVISSE.
(L. S.) PAUL HERVIEU.
(L. S.) L. RENAULT.
(L. S.) GAVARRY.
(L. S.) G. BRETON.
(L. S.) GEORGES LECOMTE.
- Voor Groot-Britannië :* (L. S.) H. G. BERGNE.
(L. S.) GEORGE R. ASKWITH.
(L. S.) J. DE SALIS.
- Voor Italië :* (L. S.) PANSA.
(L. S.) LUIGI ROUX.
(L. S.) SAMUELE OTTOLENGHI.
(L. S.) EMILIO VENEZIAN.
(L. S.) AVV. AUGUSTO FERRARI.
- Voor Japan :* (L. S.) MIZUNO RENTARO.
(L. S.) HORIGUCHI KUMAICHI.
- Voor de Republiek Liberia :* (L. S.) VON KOERNER.

- Voor Luxemburg :* (L. S.) C^{te} DE VILLERS.
Voor Monaco : (L. S.) B^{on} DE ROLLAND.
Voor Noorwegen : (L. S.) KLAUS HOEL.
Voor Zweden : (L. S.) TAUBE.
(L. S.) P. M. AF UGGLAS.
Voor Zwitserland : (L. S.) ALFRED VON CLAPARÈDE.
(L. S.) W. KRAFT.
Voor Tunisië : (L. S.) JEAN GOUT.

Bern, 23 November 1908.

Voor eensluidend gewaarmerkt afschrift :

De Kanselier van den Zwitserschen Bond,
(get.) RINGIER.

